

***DEBAT D'ORIENTATION
BUDGETAIRE
ANNEE 2025***

Conseil Communautaire du 06 février 2025



rivesdemoselle.fr



UNE CONJONCTURE ECONOMIQUE MOROSE



rivesdemoselle.fr



Contexte international : PIB et croissance

Croissance européenne en décrochage par rapport aux autres économies :

Croissance américaine attendue à près de 3% en 2024

Croissance chinoise en ralentissement mais toujours supérieure à 4%.

Croissance européenne « seulement » à 0,9% en 2024, effet des politiques monétaires restrictives sur un potentiel de croissance limité

Perspectives économiques

Ralentissement économique aux Etats-Unis et en Chine, mais croissance toujours solide :

Aux Etats-Unis, ralentissement lié à la politique monétaire de la FED et l'impact des mesures protectionnistes annoncées

En Chine, consolidation de la croissance autour de 4,0%, avec un soutien accru de la Banque centrale chinoise à l'économie

Poursuite du décrochage de la zone Euro, sans inversion de tendance : amélioration de la croissance, mais toujours proche de 1,0%.

Le resserrement monétaire dégrade une croissance déjà atone

UNE CRISE PROFONDE DES FINANCES PUBLIQUES



rivesdemoselle.fr



Dérapiage du déficit, creusement de la dette

Dégradation constante du déficit public depuis 2022

Le déficit a plus que doublé entre 2017 et 2023, passant de -77 Md€ à -155 Md€. Il est attendu à -179 Md€ en 2024.

Une situation qui s'explique en partie par des erreurs de prévision sur les recettes de l'Etat (= conséquence des dérèglements économiques provoqués par les crises qui se sont succédées depuis 2020).

Mais, une situation de déficit structurel aggravée par les baisses de fiscalité qui ont généré de nouvelles charges pour l'Etat.

Montant total des recettes des collectivités supprimées et compensées par la TVA (2023) : 52,7 Md€.

Montant total de l'ensemble des ressources supprimées (2023) : 99,8 Md€

La moitié des recettes de TVA viennent ainsi couvrir les ressources manquantes.

QUEL SCENARIO LEGISLATIF POUR 2025 ?



rivesdemoselle.fr



Loi Spéciale en 2024, Loi de Finances en 2025

Une Loi Spéciale a été adoptée autorisant la perception des impôts existants jusqu'au vote d'une Loi de finances

La Loi Spéciale porte **sur les recettes et de façon restrictive** : autoriser l'Etat à collecter les impôts et à recourir à l'emprunt. Les dépenses sont limitées aux crédits ouverts en 2024.

Le texte permet également d'approuver le prélèvement sur recettes au profit des collectivités locales, mais pas les modalités de répartition qui relèvent de la seconde partie (dépenses) de la Loi de finances

Il est aujourd'hui impossible de prévoir l'évolution des dotations en 2025, notamment des dotations de péréquation.

Avec le report de la Loi de finances pour déterminer la répartition des dotations, leur notification devrait intervenir tardivement en 2025.

Le texte impose un plafond de dépenses, mais il n'interdit pas de réduire certains crédits : les dotations d'investissement ou le fonds vert ne seront donc pas automatiquement reconduits.



[rivesdemoselle.fr](https://www.rivesdemoselle.fr)



Loi Spéciale en 2024, Loi de Finances en 2025

Un projet de Loi de finances sera nécessairement présenté début 2025 avec, très probablement, des mesures qui viseront à rétablir les comptes publics.

Les mesures prévues par le Gouvernement démissionnaire pour associer les collectivités à la réduction des déficits, notamment la mise en réserve de 3 Md€, ont été rejetées par les Députés et les Sénateurs : il est donc peu probable que le prochain Gouvernement les reprenne dans son projet de Loi.

La réduction du déficit restera cependant une priorité : des nouvelles mesures seront proposées pour y parvenir et certaines concerneront les collectivités locales.

Le dispositif proposé par le Sénat semble constituer une solution de compromis, même si rien ne permet d'affirmer qu'il sera repris en l'état.

Version « Sénat » du PLF 2025 : solution de compromis ?

Le PLF 2025 a fait l'objet d'importantes modifications lors de son passage au Sénat. La version qui était sur le point d'être adoptée présente tous les avantages d'une solution de compromis.

Maintien d'une contribution des collectivités au redressement des finances publiques mais bien moins sévère que dans la copie gouvernementale :

Mise en réserve d'1 Md€ de recettes (appliqué aux collectivités les plus favorisées :

2 000 communes, 130 EPCI, 50 départements et régions de France Métropolitaine sauf

Corse), avec mécanisme de rétrocession par 30% entre 2026 et 2028 aux contributeurs.

Les 10% restant seraient affectés à l'abondement des fonds de péréquation.

Gel de la TVA, mais maintien du FCTVA (taux et assiette).

Ces mesures réduiraient l'effort des collectivités à 2,2 Md€ (au lieu de 5).

Version « Sénat » du PLF 2025 : solution de compromis ?

Autres mesures adoptées par le Sénat

Recentrage de la DETR sur la ruralité, et abandon du fléchage sur les dépenses vertes

Dé liaison des taux de THRS et de TF

Relèvement du taux départemental des DMTO de 0,5%

Hausse de 10 M€ de la Dotation de soutien aux aménités rurales

Création d'un fonds de soutien exceptionnel de 40 M € pour les collectivités victimes d'intempéries en 2023 et 2024

Lissage de la perte de Dotation de Solidarité (Rurale et Urbaine) pour les communes franchissant le seuil de 10 000 habitants

Neutralisation à 80% de l'effet de la réforme du calcul de l'Effort Fiscal (après 90% en 2024)

Extension du déplafonnement de la progression de la Dotation d'Intercommunalité des CC de 20 000 h et moins (suppression du critère de montant plafond de dotation en N-1).

Mise en place d'une éco-contribution de 5 centimes sur les produits ne relevant pas d'une filière à responsabilité élargie du producteur.

Trajectoires de ce DOB 2025

La prospective budgétaire et fiscale de ce DOB a été fondée sur les mesures initiales inscrites dans le Projet de Loi de Finances 2025.

Trop d'incertitudes entourent une maquette qui serait fondée sur un scénario dit de compromis.

Evolution prévisionnelle des dépenses et des recettes, des épargnes et pluriannualité

*ESTIMATION CA 2024 DU BUDGET PRINCIPAL
ET RETROSPECTIVE*



rivesdemoselle.fr



Estimation du CA 2024 - Fonctionnement

Dépenses réelles de fonctionnement estimées à **51,45 M€**

DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

N° Chapitre	Libellé	EP 2024	CAestimé 2024	% Réalisé 2024
011	Charges à caractère général	16 258	10 176	62,59%
012	Charges de personnel	4 644	4 389	94,51%
014	Atténuations de produits	31 095	31 094	100,00%
65	Autres charges de gestion courante	6 671	5 538	83,02%
66	Charges financières	274	249	90,75%
TOTAL CHARGES REELLES DE FONCTIONNEMENT		58 942	51 446	87,28%

Croissance

1,4%

Recettes réelles de fonctionnement estimées à **52,49 M€**

RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT

N° Chapitre	Libellé	EP 2024	CAestimé 2024	% Réalisé 2024
013	Atténuations de charges	180	20	11,33%
70	Produits des services	375	249	66,40%
73	Impôts et taxes	21 068	20 556	97,57%
731	Contributions directes	17 747	18 088	101,92%
74	Dotations et participations	13 639	12 635	92,64%
75	Autres produits de gestion courante	1 106	941	85,13%
77	Produits exceptionnels hors cessions	2	2	s.o.
TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT		54 116	52 492	97,00%

Croissance

1,4%

Estimation du CA 2024 - Investissement

Dépenses réelles d'investissement estimées à **11,63 M€**

DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT en milliers d'euros

N° Chapitre	Libellé	CAestimé 2024
16	Emprunts et dettes assimilées	1 043
204	Subventions d'équipements versés	1 875
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	107
21	Immobilisations corporelles	809
23	Immobilisations en cours	7 231
26	Participations et créances rattachées à de	563
TOTAL DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT		11 627

Recettes réelles d'investissement estimées à **7,31 M€**

RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT en milliers d'euros

N° Chapitre	Libellé	CAestimé 2024
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1	1 271
13	Subventions d'investissement	1 920
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688)	2
204	Reprise de l'excédent BA Immobilier	0
238	Remboursements d'avances	2 929
458	Opérations pour compte de tiers (7)	5
	Produits de cessions d'immobilisations	1 184
TOTAL RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT		7 311

Evolution des soldes de gestion 2019-2024

Stabilité des dépenses de transfert au profit des Communes sur la période (31 M€) couvrant DSC, AC et FPIC.

Dégradation de l'épargne nette sur la période : 0,423 M€ en 2024.

Aucun recours à l'emprunt depuis 2019 avec une forte réduction de l'encours de dette (6,3 M€).

Consommation des résultats cumulés sur la période : 11 M€

en milliers d'euros	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Produits réels de fonctionnement courant	47 271	48 711	49 661	49 761	51 786	52 490
- Charges réelles de fonctionnement courant	42 849	43 530	44 480	47 341	50 485	51 197
Excédent Brut Courant	4 422	5 180	5 180	2 420	1 301	1 293
Résultat exceptionnel	-1 180	-646	-4 300	58	3	2
Résultat financier	-3	0	0	-16	0	0
Epargne de gestion	3 239	4 535	880	2 462	1 304	1 295
- Intérêts de la dette	184	273	231	238	192	249
= Epargne brute ou capacité d'autofinancement	3 055	4 262	650	2 224	1 111	1 046
- Amortissement en capital de la dette	426	738	854	1 284	637	623
= Epargne nette	2 629	3 524	-204	940	475	423
- Dépenses d'investissement hors dette	17 056	10 858	11 112	11 569	13 133	11 042
+ Recettes d'investissement diverses	5 438	499	6 430	16 234	11 092	7 310
+ Utilisation des résultats reportés	-7 752	6 835	4 887	-5 605	1 566	3 309
= Emprunt	16 741	0	0	0	0	0
Encours dette au 31/12/N	18 452	17 707	17 220	15 928	12 788	12 165
Capacité de désendettement	6,0	4,2	26,5	7,2	11,5	11,6
Taux d'épargne nette	5,6%	7,2%	n.s.	1,9%	0,9%	0,8%
Résultats cumulés N-1 (hors RAR)	28 728	21 893	17 006	22 581	20 866	17 557

HYPOTHESES PROSPECTIVES 2025-2029
SCENARIO AU FIL DE L'EAU



rivesdemoselle.fr



Hypothèses sur les dépenses de fonctionnement

- ***Une inflation de 2% par an à compter de 2025 pour l'ensemble des dépenses hormis les reversements (AC, FNGIR)***
- ***Gemapi : les crédits des travaux non consommés en 2024 sont reportés sur 2025 (3M€) auxquels s'ajoute la programmation 2025 (0,7M€ en 2025). Les années suivantes, les dépenses d'entretien sont de 0,7M€ par an***
- ***Subvention du BP au BA Transport en commun à hauteur de 0,615 M€ en 2025, puis 0,945 M€ en 2026***
- ***Réouverture de la piscine Plein soleil à compter de 2025 pour une dépense de maintenance externalisée de 0,215 M€/an***

Hypothèses sur les recettes de fonctionnement

- **Stabilité des produits des services (70)**
- **Evolution des bases d'imposition de l'inflation : +1,71% en 2025, puis +2%/an**
- **Vote du taux maximal de CFE pour 2025, estimé à 19,66%**
- **Stabilité des autres taux**
- **Impact sur recettes fiscales et dotations d'Etat suivant trajectoire du PLF Gouvernemental rejeté début décembre (l'équivalent de la suppression du FCTVA en fonctionnement (les travaux d'entretien sur les bâtiments publics et les dépenses d'informatiques en cloud) et la réduction de 20%/an de la DCRTP à compter de 2025)**
- **Evolution des revenus des immeubles de +2%/an**
- **Stabilisation des autres ressources : GEMAPI à 1M€, TASCOM, IFER, DGF, Participations,**
- **Réouverture de la piscine Plein soleil à compter de 2025 pour une recette des services de 0,220 M€/an**
- **Le cas échéant, emprunts nouveaux calculés sur 15 ans avec un taux fixe de 3,5% à compter de 2025.**

Projection sur les dépenses de fonctionnement

en milliers d'euros	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Charges à caractère général (011)	10 176	13 036	10 223	10 413	10 608	10 806
Charges de personnel (012)	4 389	4 477	4 567	4 658	4 751	4 846
Atténuations de produits (014)	31 094	31 094	31 094	31 094	31 094	31 094
Charges de gestion courante (65)	5 538	6 264	6 707	6 858	7 005	7 155
Charges de fonctionnement hors intérêts	51 197	54 871	52 590	53 023	53 458	53 901

Dépenses de fonctionnement en baisse de 0,4 % sur la période 2025-2029 compte tenu du caractère cyclique des dépenses GEMAPI. Pour 2025, le niveau projeté de dépenses GEMAPI sera maximal, avec 3,7M€ sur ce seul exercice, expliquant la hausse entre le CA 2024 et le BP 2025.

Projection sur les recettes de fonctionnement

en milliers d'euros	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Atténuations de charges (013)	20	20	20	20	20	20
Produits des services et du domaine (70)	249	469	469	469	469	469
Contributions directes (731)	18 088	18 448	18 748	19 054	19 366	19 684
Impôts et taxes (73)	20 557	20 557	20 557	20 557	20 557	20 557
Dotations et participations (74)	12 635	11 810	11 060	10 474	10 019	9 669
Produits de gestion courante (75)	941	959	978	997	1 016	1 036
Produits de fonctionnement	52 492	52 264	51 833	51 571	51 447	51 435

Les produits de fonctionnement stagneraient en moyenne entre 2025 et 2029.

En 2025, l'augmentation du taux de CFE à 19,66% représenterait un supplément de produit fiscal évalué à 0,120 M€.

Projection sur les dépenses d'investissement

Le PPI s'établit sur la période 2025-2029 à 59,2 M€ ventilés sur l'ensemble des politiques publiques.

Une enveloppe de 6,5 M€ est provisionnée sur la même période pour des orientations non fléchées.

Projection sur les recettes d'investissement

Le PPI s'établit sur la période 2025-2029 à 39,5 M€ ventilés sur l'ensemble des politiques publiques.

Une enveloppe de 1,3 M€ est provisionnée sur la même période pour des subventions non fléchées.

A noter : Le reste à charge (dépenses-recettes hors FCTVA) s'établit à 19,7 M€.

Evolution des soldes de gestion 2024-2029

L'épargne nette se dégrade sur la période (toujours négative).

Recours à l'emprunt à compter de 2027 : 9M€.

Consommation de la quasi-totalité des résultats cumulés sur la période.

en milliers d'euros	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Produits réels de fonctionnement courant	52 490	52 264	51 833	51 571	51 447	51 435
- Charges réelles de fonctionnement courant	51 197	54 871	52 590	53 023	53 458	53 901
Excédent Brut Courant	1 293	-2 607	-758	-1 452	-2 011	-2 466
Résultat exceptionnel	2	0	0	0	0	0
Résultat financier	0	0	0	0	0	0
Epargne de gestion	1 295	-2 607	-758	-1 452	-2 011	-2 466
- Intérêts de la dette	249	228	210	197	274	345
= Epargne brute ou capacité d'autofinancement	1 046	-2 834	-968	-1 649	-2 284	-2 812
- Amortissement en capital de la dette	623	631	641	648	817	964
Epargne nette	423	-3 466	-1 609	-2 298	-3 101	-3 776
Dépenses d'investissement hors dette	11 042	14 701	9 344	13 648	15 303	6 203
- Recettes d'investissement diverses	7 310	9 654	7 232	12 554	14 062	4 353
- Utilisation des résultats reportés	3 309	8 512	3 720	391	1 343	2 626
= Emprunt	0	0	0	3 000	3 000	3 000
Encours dette au 31/12/N	12 165	11 535	10 894	13 246	15 429	17 465
Capacité de désendettement	11,6	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
Taux d'épargne nette	0,8%	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
Résultats cumulés N-1 (hors RAR)	17 557	9 045	5 325	4 934	3 591	965

A noter :

- Forte baisse du recours à l'emprunt : 9M€ c/ 22M€ au DOB 2024**

*ESTIMATION CA 2024 DES BUDGETS ANNEXES
ET PROSPECTIVE*



rivesdemoselle.fr



Budget Assainissement 2024-2029

La surtaxe d'assainissement est en progression de 0,1 €/an pour atteindre 1,3€ en 2025.

L'épargne nette représente 90% des recettes de fonctionnement. Excédents consacrés aux invts.

Recours à l'emprunt (6,9 M€ à partir de 2026) et aux résultats cumulés pour le financement de l'extension de la STEP/Réseaux.

en milliers d'euros

	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Produits réels de fonctionnement courant	1 692	1 812	1 932	1 932	1 932	1 932
- Charges réelles de fonctionnement courant	217	223	230	237	244	251
Excédent Brut Courant	1 475	1 589	1 702	1 695	1 688	1 681
Résultat exceptionnel	1	0	0	0	0	0
Résultat financier	19	19	19	19	19	19
Epargne de gestion	1 496	1 608	1 721	1 715	1 707	1 700
- Intérêts de la dette	0	0	0	98	191	199
= Epargne brute ou capacité d'autofinancement	1 496	1 608	1 721	1 616	1 516	1 501
- Amortissement en capital de la dette	0	0	0	90	180	197
Epargne nette	1 496	1 608	1 721	1 526	1 336	1 304
Dépenses d'investissement hors dette	6 365	9 308	10 123	5 267	1 762	833
- Recettes d'investissement diverses	0	0	0	555	0	0
- Utilisation des résultats reportés	4 869	7 700	5 120	0	0	-471
= Emprunt	0	0	3 282	3 186	426	0
Encours dette au 31/12/N	7 360	7 360	10 642	13 738	13 984	13 787
Capacité de désendettement	4,9	4,6	6,2	8,5	9,2	9,2
Taux d'épargne nette	88,4%	88,7%	89,1%	79,0%	69,1%	67,5%
Résultats cumulés N-1 (hors RAR)	13 120	5 420	300	300	300	771

Budget Immobilier d'Entreprises 2024-2029

Le modèle économique du budget ressort excédentaire avec des résultats cumulés en croissance continue sur la période 2024-2029.

Il s'agira d'être attentif aux possibles vacances de biens : contexte économique et prochaine sortie d'un locataire à grande occupation à l'Hôtel d'Entreprises du Meltem.

en milliers d'euros	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Produits réels de fonctionnement courant	676	676	676	676	676	676
- Charges réelles de fonctionnement courant	477	491	506	521	537	553
Excédent Brut Courant	199	185	170	155	139	123
Résultat exceptionnel	0	0	0	0	0	0
Résultat financier	0	0	0	0	0	0
Epargne de gestion	199	185	170	155	139	123
- Intérêts de la dette	0	0	0	0	0	0
= Epargne brute ou capacité d'autofinancement	199	185	170	155	139	123
- Amortissement en capital de la dette	0	0	0	0	0	0
Epargne nette	199	185	170	155	139	123
Dépenses d'investissement hors dette	0	0	0	0	0	0
- Recettes d'investissement diverses	0	0	0	0	0	0
- Utilisation des résultats reportés	-199	-185	-170	-155	-139	-123
= Emprunt	0	0	0	0	0	0
Encours dette au 31/12/N	0	0	0	0	0	0
Capacité de désendettement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taux d'épargne nette	29,4%	27,3%	25,1%	22,9%	20,6%	18,2%
Résultats cumulés N-1 (hors RAR)	2 226	2 410	2 580	2 735	2 874	2 997

Budget MSP 2024-2029

Le modèle budgétaire fait ressortir une épargne de gestion négative sur toute la période.

Les résultats cumulés permettent de couvrir les dépenses.

La structure du budget devra être réinterrogée avec la faisabilité en cours d'une MSP à Mondelange.

en milliers d'euros

	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Produits réels de fonctionnement courant	105	105	105	105	105	105
- Charges réelles de fonctionnement courant	59	61	63	64	66	68
Excédent Brut Courant	46	44	42	41	39	37
Résultat exceptionnel	0	0	0	0	0	0
Résultat financier	0	0	0	0	0	0
Epargne de gestion	46	44	42	41	39	37
- Intérêts de la dette	17	16	15	13	12	10
= Epargne brute ou capacité d'autofinancement	29	28	28	27	27	26
- Amortissement en capital de la dette	72	74	75	76	78	79
Epargne nette	-43	-45	-47	-49	-51	-53
Dépenses d'investissement hors dette	0	0	0	0	0	0
- Recettes d'investissement diverses	0	0	0	0	0	0
- Utilisation des résultats reportés	43	45	47	49	51	53
= Emprunt	0	0	0	0	0	0
Encours dette au 31/12/N	889	816	741	665	587	508
Capacité de désendettement	31,0	28,9	26,6	24,3	21,9	19,3
Taux d'épargne nette	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
Résultats cumulés N-1 (hors RAR)	316	271	224	175	124	71

Budget Halte Fluviale 2024-2029

Le premier exercice 2024 d'exploitation ne permet pas de dégager une tendance sur les équilibres du service.

Les résultats cumulés permettent de couvrir les dépenses.

en milliers d'euros

	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Produits réels de fonctionnement courant	10	10	10	10	10	10
- Charges réelles de fonctionnement courant	51	52	54	55	56	58
Excédent Brut Courant	-41	-42	-44	-45	-46	-48
Résultat exceptionnel	0	0	0	0	0	0
Résultat financier	0	0	0	0	0	0
Epargne de gestion	-41	-42	-44	-45	-46	-48
- Intérêts de la dette	0	0	0	0	2	3
= Epargne brute ou capacité d'autofinancement	-41	-42	-44	-45	-48	-51
- Amortissement en capital de la dette	0	0	0	0	3	5
Epargne nette	-41	-42	-44	-45	-50	-56
Dépenses d'investissement hors dette	157	75	15	15	15	15
- Recettes d'investissement diverses	36	0	0	0	0	0
- Utilisation des résultats reportés	162	117	59	10	15	21
= Emprunt	0	0	0	50	50	50
Encours dette au 31/12/N	0	1	1	51	98	143
Capacité de désendettement	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
Taux d'épargne nette	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
Résultats cumulés N-1 (hors RAR)	229	112	53	43	28	7

Budget Transport en Commun 2025-2027

Prospective de l'expérimentation Riv'Connect sur 2025-2027.

Dépenses essentiellement couvertes par une subvention d'équilibre provenant du Budget Principal.

A l'issue de l'expérimentation, la définition du service définitif (DSP, investissement, ...) et la levée du versement mobilité réinterrogeront les équilibres du budget.

en milliers d'euros	2025	2026	2027
Dépenses de fonctionnement	657	1 007	1 043
transport commun - expérimentation - prestations	550	898	934
transport commun - expérimentation - open paiement	6	10	11
communication	30	10	10
personnel (refacturation budget principal) avec gvt	60	62	63
amo - suivi expérimentation	11		
amo - consultation future dsp		27	25
Recettes de fonctionnement	657	1 007	1 043
redevance dépôt bus	2	2	2
recettes usagers transport commun	40	60	60
subvention budget principal	615	945	981
Epargne brute	0	0	0